

Et les contribuables? Est-il juste que les contribuables doivent payer \$30 pour un plein d'essence et que le gouvernement en prélève \$20 sous forme de taxes? Nous savons que l'énergie coûte cher de par le monde. Le premier ministre ne cesse pas de le dire et de faire des comparaisons. Toutefois, un plein d'essence ne coûte en réalité que \$10. C'est ce à quoi revient l'essence, le reste c'est ce qu'on fait payer aux contribuables. Les \$20 de différence vont dans les caisses du Trésor des deux gouvernements du Canada pour payer les dépenses insensées que le gouvernement fait faire depuis 12 ans à la Chambre. Au cours des quatre prochaines années, le pétrole va rapporter 52 milliards de dollars au gouvernement.

Pourtant, il n'est pas populaire, devrais-je dire, de prendre la défense à la Chambre d'une compagnie pétrolière, grande ou petite. Pourtant le gouvernement reproche à ces sociétés de faire payer aux Canadiens l'essence à un prix exorbitant quand, en réalité, c'est lui qui empêche deux tiers du prix.

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est bien vu.

M. Gustafson: Il est temps que ces données soient connues du public canadien afin qu'il sache exactement ce qui se passe et ce pourquoi il paie quand il fait le plein d'essence.

Des voix: Bravo!

M. Gustafson: Il sera intéressant de voir comment les entreprises relèveront le défi car c'en est tout un, puisqu'elles font face à la concurrence. Je connais un bon nombre de personnes qui ont des entreprises en activité dans la région d'Estevan. Ils ont des équipes d'hommes assurant des services et du matériel aux sociétés exploitantes. Ils ont été forcés d'aller chercher du travail à Williston et de l'autre côté de la frontière. Ils se sont regroupés pour voyager soir et matin dans des camions d'une demi-tonne.

Le Canada compte 22 millions d'habitants. Notre pays est richement doté de ressources naturelles. Nous devons avoir sûrement la volonté, le bon sens et une assez bonne connaissance des affaires pour assurer la production et maintenir la productivité. Nous devrions dire aux consommateurs canadiens que nous pouvons désormais produire suffisamment de pétrole pour nos propres besoins. Il n'est pas nécessaire de nous adresser au Mexique et payer des prix exorbitants que l'on oblige ensuite les contribuables et les consommateurs à acquitter à cause de l'impuissance du gouvernement du Canada.

A propos du projet de loi, Votre Honneur, la plupart des témoins qui ont comparu devant le comité se sont plaints que le gouvernement n'était pas juste. Jamais dans l'histoire de notre pays, un gouvernement n'a prélevé une part de 25 p. 100; autrement dit, les bénéfices d'une autre personne ou d'une entreprise seront confisqués. C'est tout à fait injuste.

Je demanderais au gouvernement et au ministre de réviser leur position, au ministre de modifier son orientation avant qu'il soit trop tard pour l'industrie canadienne et pour le public canadien.

● (1420)

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur l'Orateur, j'aimerais faire une brève intervention au cours du présent débat. J'espère pouvoir faire mon premier discours à la Chambre à l'occasion de la présentation du budget. J'en ai parlé en caucus avec mes collègues et ils m'ont promis de considérer cette intervention comme mon premier discours. Malheureusement, personne ne sait quand le budget va être présenté. Aux derniè-

res nouvelles, ce serait le 12 novembre, mais on ne nous a pas dit s'il s'agissait du 12 novembre cette année, l'année prochaine ou dans deux ans.

Les débats des deux dernières semaines ont été très intéressants et parfois même amusants. Tout l'honneur en revient aux députés à ma droite. Durant ces deux semaines, ils ont en effet fait de l'excellent travail. Je n'aurais jamais cru qu'ils auraient pu tenir ainsi pendant deux semaines d'affilée. Pendant tout ce temps, ils sont intervenus, ils ont fait de grands gestes, ils ont pointé du doigt et même crié au socialisme sans jamais perdre leur sérieux. Je dois l'avouer, ils se sont bien débrouillés. Ils ont dit des libéraux qu'ils avaient du sang sur leurs manches; ils ont dit du premier ministre (M. Trudeau) que c'était un cryptosocialiste. Ils ont parlé de confiscation et de vol. Franchement, ils méritent l'oscar du meilleur acteur pour avoir tenu bon pendant deux semaines sans se départir de leur sérieux. Pour un peu, ils m'auraient convaincu.

Bien sûr, je suis socialiste. J'aurais pu me réjouir que le bill C-48 soit d'inspiration socialiste et j'aurais pu les croire si je n'en avais pas étudié les dispositions. On note entre autres que 93 p. 100 des recettes vont permettre aux compagnies de pétrole canadiennes de financer leur exploitation. Ces compagnies récupèrent 93 p. 100, qu'elles découvrent du pétrole ou non. Par contre, si elles découvrent du pétrole, et seulement dans ce cas, le gouvernement récupère 35 p. 100, soit 25 p. 100 d'actions et 10 p. 100 de redevances. Ces 93 p. 100, ils sont prélevés à même les impôts des chauffeurs d'autobus, des femmes de ménage, des ouvriers d'usine et de tous ceux qui ne peuvent échapper à l'impôt.

Mon chef a interrogé le premier ministre ces derniers jours au sujet des personnes qui gagnent dans les \$50,000 ou \$100,000 et réussissent à éviter les impôts, mais ses questions ont été écartées. L'argent qui sert à l'exploration pétrolière est fourni par les gens qui ne peuvent pas esquiver leurs impôts, c'est-à-dire essentiellement par les salariés canadiens, les simples travailleurs. Ce sont eux qui paient des impôts pour donner aux sociétés pétrolières canadiennes 93c. de chaque dollar qu'elles peuvent investir. Et avec de la chance, le pays récupérera 35c. sur ces 93c. Si les travailleurs ont de la chance ils réussiront peut-être eux, à récupérer un peu de cet argent en services éducatifs et soins de santé.

Ces pauvres sociétés pétrolières au bord de la famine touchent une pitoyable rente de 58c. par dollar dépensé en travaux qui leur apporteront des profits illimités avec les années et la diminution des réserves de pétrole. C'est ainsi que les sociétés pétrolières se font financer par les chauffeurs d'autobus et les autres contribuables qui ne peuvent esquiver leurs impôts. Les députés à droite crient au socialisme. Il y a aussi le «socialisme des riches». Si c'est cela qu'ils veulent, ce que l'ancien chef de notre parti appelait les quêteurs en Cadillac, alors ils ont raison. Mes honorables amis ne manquent pas d'aplomb. Ils discutent la question pendant deux semaines, ils parlent de socialisme mais sans jamais dire qu'eux et leurs amis sont les bénéficiaires de cette sorte de socialisme, comme ils disent, sans cesser de crier au crime et à la confiscation. Il s'agit bien de confiscation, mais ce qui est confisqué ce n'est pas des choses que les sociétés pétrolières ont créées. Ce ne sont pas elles qui ont créé la toundra, ni la mer de Beaufort. Un député a même concédé que le pétrole est sans valeur tant qu'il est dans le sous-sol et sous la mer. Mais voilà